

<b>IDENTIFICATION DU CÉDANT (VENDEUR)</b>	
<b>Personne physique</b>	
<b>NOM</b>	<b>PRÉNOM</b>
<b>ADRESSE DE LA RÉSIDENCE PRINCIPALE (RUE, VILLE, PROVINCE, CODE POSTAL)</b>	
<b>L'ADRESSE OÙ PEUT ÊTRE TRANSMIS LE COMPTE (SI ELLE EST DIFFÉRENTE)</b>	<b>TÉLÉPHONE</b>

<b>Organisme, personne morale, société de personne, coopérative, association non constituée en personne morale ou fiducie</b>	
<b>NOM</b>	
<b>N° D'ENTREPRISE DU QUÉBEC OU IDENTIFICATION</b>	<b>TÉLÉPHONE</b>
<b>ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL OU DU PRINCIPAL LIEU D'AFFAIRES (RUE, VILLE, PROVINCE, CODE POSTAL)</b>	
<b>NOMS, COORDONNÉES ET FONCTIONS DES PERSONNES AUTORISÉES À AGIR AU NOM DE L'ENTREPRISE</b>	
<b>NOMS ET PRÉNOMS DES PROFESSIONNELS CONCERNÉS DANS LE TRANSFERT DE L'IMMEUBLE</b>	
<b>NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE APPARENT MENTIONNÉ DANS L'ACTE INSCRIT AU REGISTRE FONCIER</b>	

<b>IDENTIFICATION DU CESSIONNAIRE – (ACHETEUR)</b>	
<b>Personne physique</b>	
<b>NOM</b>	<b>PRÉNOM</b>
<b>ADRESSE DE LA RÉSIDENCE PRINCIPALE (RUE, VILLE, PROVINCE, CODE POSTAL)</b>	
<b>L'ADRESSE OÙ PEUT ÊTRE TRANSMIS LE COMPTE (SI ELLE EST DIFFÉRENTE)</b>	<b>TÉLÉPHONE</b>

<b>Organisme, personne morale, société de personnes,, coopérative, association non constituée en personne morale ou fiducie</b>	
<b>NOM</b>	
<b>N° D'ENTREPRISE DU QUÉBEC OU IDENTIFICATION</b>	<b>TÉLÉPHONE</b>
<b>ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL OU DU PRINCIPAL LIEU D'AFFAIRES (RUE, VILLE, PROVINCE, CODE POSTAL)</b>	
<b>NOMS, COORDONNÉES ET FONCTIONS DES PERSONNES AUTORISÉES À AGIR AU NOM DE L'ENTREPRISE</b>	
<b>NOMS ET PRÉNOMS DES PROFESSIONNELS CONCERNÉS DANS LE TRANSFERT DE L'IMMEUBLE</b>	
<b>NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE APPARENT MENTIONNÉ DANS L'ACTE INSCRIT AU REGISTRE FONCIER</b>	

<b>IDENTIFICATION DE LA PROPRIÉTÉ</b>	
<b>ADRESSE (RUE, VILLE, PROVINCE, CODE POSTAL)</b>	
<b>CADASTRE</b>	<b>DATE DU TRANSFERT</b>

<b>AUTRES INFORMATIONS – ARTICLE 9 – LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES</b>	
<b>LE MONTANT DE LA CONTREPARTIE POUR LE TRANSFERT DE L'IMMEUBLE SELON LE CÉDANT ET LE CESSIONNAIRE :</b>	
<b>LE MONTANT CONSTITUANT LA BASE D'IMPOSITION DU DROIT DE MUTATION, SELON LE CÉDANT ET LE CESSIONNAIRE, ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA PORTION DE CETTE BASE QUI EST VISÉE AU TROISIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 4 :</b>	
<b>LE MONTANT DU DROIT DE MUTATION :</b>	
<b>LE CAS ÉCHÉANT, LA DISPOSITION DE L'UN OU L'AUTRE DES ARTICLES 17 À 20 EN VERTU DE LAQUELLE, SELON LE CESSIONNAIRE, CELUI-CI EST EXONÉRÉ DU PAIEMENT DU DROIT DE MUTATION :</b>	
<b>TOUTE AUTRE MENTION PRÉSCRITE PAR RÈGLEMENT :</b>	
_____	_____
SIGNATURE DU CESSIONNAIRE	DATE

**L'avis de divulgation devra être accompagné d'une copie authentique de l'acte notarié en minute ou d'une copie de l'acte sous seing privé constatant le transfert de l'immeuble. Les renseignements contenus dans l'avis seront transmis par les municipalités au ministère du Revenu afin de permettre l'identification du ou des cessionnaires de l'immeuble n'ayant pas divulgué la cessation du respect de la condition d'exonération.**